

Macron est un joueur de flute – Entretien avec Gaël Brustier



□ Gaël Brustier est conseiller politique, essayiste et politologue.

Il est notamment l'auteur de *Le Mai 68 conservateur : que restera-t-il de la Manif pour tous ?* paru en 2014 aux éditions du Cerf et de *A demain gramsci*, paru en 2015 chez les mêmes éditions.

LVSL : Vous évoquez dans la première partie de votre ouvrage la "fascination de l'extrême-droite pour Gramsci". Dans quelle mesure la référence à Gramsci a-t-elle joué dans l'élaboration de leurs stratégies ?

► D'abord la fascination de l'extrême droite pour Gramsci est ancienne. Franco Lo Piparo dit qu'il est très probable que le premier lecteur des Cahiers de Prison ait été Mussolini. De manière plus significative, en Italie, Ordine Nuovo et une partie du MSI, les camps Hobbits dans les années 1970, se sont réclamés de Gramsci. La fille de Pino Rauti dit de lui qu'il était un intellectuel gramscien. En Italie, et en France dans les années 1970, avec la Nouvelle droite autour d'Alain de Benoist, il y a l'idée d'un gramscisme de droite. Il y a bien sûr des angles morts dans le gramscisme de droite. Jean-Yves Le Gallou l'a reconnu devant Nicolas Lebourg : il n'y a pas de prise en compte du bloc historique. Pour eux, le combat culturel se résume à imposer des mots. La conception que se font les droites italienne et française de Gramsci est assez simpliste.

Ensuite, l'extrême droite a toujours un complexe d'infériorité par rapport à la gauche. Les gens de droite sont fascinés par ce qu'ils estiment être le pouvoir culturel de la gauche. Dès qu'on interroge un militant d'extrême droite, qu'il soit païen ou ultra-catholique, il est béat d'admiration devant les marxistes, devant le PCF, etc. Le Printemps français, par exemple, puise son iconographie dans le PCF des années 1950, **la Manif Pour Tous allait puiser ses identifiants et ses symboles dans l'histoire de la gauche et de Mai 68**. Le complexe d'infériorité par rapport à la gauche est donc pour beaucoup dans cet usage de Gramsci.

C'est une utilisation de Gramsci très hémiplegique, résumée à l'idée du combat culturel pour imposer une vision du monde. On ne retrouve pas l'idée que l'hégémonie commence à l'usine, qu'il existe une pluralité de fronts : le front social, le front culturel, le front

économique, qu'il faut mener en même temps. La droite française est rétive à l'idéologie et est fascinée par les gens qui organisent leur pensée. Ils sont persuadés que les socialistes ont une idéologie, un projet, c'est vous dire...

LVSL : Comment expliquez-vous le succès de l'extrême droite nationale-populiste ? A travers notamment la réappropriation des signifiants liberté, démocratie, etc.

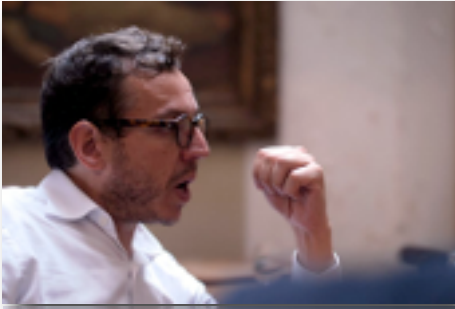
► A partir de 2011 et jusqu'à maintenant, on observe un cycle de cinq années au cours desquelles ces droites ont été extrêmement dynamiques. Ce cycle correspond aux suites de la crise. Dans ce dernier cycle, on remarque une prise en compte des mutations des sociétés occidentales et des préoccupations liées aux libertés individuelles. Il y a une demande d'Etat social paradoxalement combinée à une méfiance à l'égard de l'Etat concernant les libertés individuelles jugées menacées. C'est Andreas Mølzer, du FPÖ autrichien, qui misait sur les questions de libertés numériques par exemple. Ils tentent de conquérir un électorat qui jusque-là leur échappait. **Par exemple, les femmes et les homosexuels, à qui ils expliquent que les musulmans sont leurs ennemis mais aussi les diplômés.** Il y a donc une mutation des droites national-populistes à partir de la crise à la fois sur la relative prise en compte de l'individu autonome, et sur la question démocratique car ils se posent comme les principaux contestataires des malfaçons démocratiques et comme les défenseurs d'une démocratie idéale. Ils prennent en considération un certain libéralisme culturel, paradoxalement combiné au conservatisme qui a pour clé de voûte la haine de l'islam et un occidentalisme, dont ils n'ont pas le monopole puisqu'il est partagé jusqu'au cœur de la "gauche".

LVSL : Vous écriviez en octobre 2016 l'article "Et à la fin, c'est Wauquiez qui gagne", dans lequel vous reveniez sur l'ambition du président de la région Auvergne-Rhône Alpes de fédérer toutes les chapelles de la droite en un seul et même parti. Cette ambition vous semble-t-elle réalisable aujourd'hui, malgré l'émergence d'un pôle néolibéral représenté par La République en Marche et les vifs débats qui agitent actuellement le Front national ? L'union des droites est-elle possible ?

► Oui, je le pense. Il y a un obstacle, c'est le patronyme Le Pen. Pour le reste, et Philippot l'a compris, c'est le triomphe des mégrétistes : Bruno Mégret a dit récemment que dans la stratégie actuelle, ce qui manque, c'est l'union des droites. Evidemment, tout cela est bloqué par le fait que le mode d'organisation du FN ne permet pas une évolution rapide. Le FN est tout de même une affaire familiale, même sur le plan juridique. C'est assez compliqué de faire évoluer les choses rapidement. Personne ne veut tenter sa chance au Front national car il risquerait d'être viré au bout de quelques années, comme Florian Philippot.

Je pense qu'un espace se constitue à droite. **Ils bâtissent une droite qui est l'antithèse totale de la droite gaulliste qui a dominé les débuts de la Ve République.** C'est assez amusant de voir l'utilisation de l'Algérie pour liquider l'héritage du gaullisme. Les droites

se recomposent à partir d'éléments anciens et nouveaux, et la grande victime sera De Gaulle, qui va finir déboulonné : ils diront qu'on a abandonné les harkis, mettront en avant les massacres d'Oran, parleront de crime contre l'humanité. Valeurs actuelles et Le Figaro Magazine s'en donneront à cœur joie et ce sera fini : à partir de là, il n'y aura plus de barrière idéologique entre le FN et la droite parlementaire car ils seront dans la même vision idéologique identitaire-sécuritaire. Anti-mai 68 ? Non, pro-avril 67 ! Ce qui se passe à droite c'est un Petit-Clamart qui est en passe de réussir.



Gaël Brustier, essayiste et politologue. ©Ulysse Guttmann-Faure pour LVSL

LVSL : Le gaullisme existe-t-il encore aujourd'hui ?

► Non, je ne pense pas. Il y a des reliquats, mais l'héritage va être liquidé. Cela a commencé avec Juppé il y a 25 ans. Il se prétend gaulliste aujourd'hui, mais il a liquidé les cadres gaullistes du RPR, impitoyablement. Dupont-Aignan qui

prétendait être gaulliste a prouvé, en se ralliant à Le Pen, qu'il était étranger à la culture d'une France qui avait en mémoire le maquis. Il existe des familles, il existe une France où l'idée de voter pour le parti de Victor Barthélémy et Roland Gaucher ou de leurs séides locaux, des Sabiani aux Henriot, est impossible. Ce n'est pas massif dans le pays mais ça existe.

LVSL : Cela implique une rupture radicale avec les classes populaires, ou une tentative de les conquérir uniquement à travers le prisme identitaire ?

► Oui, je ne pense pas que ce soit une option viable dans l'évolution des clivages aujourd'hui. Il y a des conséquences de la crise qui sont matérielles, et une gauche radicale qui monte. Je pense que la question identitaire est un peu derrière nous. La dernière présidentielle ne s'est pas jouée sur les propositions de droite ou d'extrême droite, aucun de leurs thèmes ne s'est imposé dans la campagne. Je pense qu'on en est à la fin de la droitisation, c'est-à-dire du processus continu de déplacement à droite du débat public. En revanche, je ne vois pas pour l'heure de signe de "gauchisation" mais plutôt la possibilité d'activation d'autres clivages et d'articuler des demandes, des colères, d'une nouvelle façon.

C'est comme après un tremblement de terre : tout s'est écroulé. Même s'il n'y a pas de secousses à venir, le monde d'hier est révolu. **On ne peut pas pointer l'arabe du coin de la rue comme fauteur de troubles dans une ville où il n'y a plus d'usines, c'est aussi une réalité.** A un moment donné, les gens commencent à réagir, à réfléchir, ils subissent les conséquences des inégalités scolaires, territoriales, etc. C'est pourquoi l'hypothèse Mélenchon a pu avancer auprès d'un électorat populaire qui jusqu'ici était mu par des constructions plus identitaires. Même s'ils n'ont pas voté pour lui, l'hypothèse Mélenchon a pu s'installer. Et l'hypothèse Mélenchon ce n'est pas que la personne Mélenchon, c'est une gauche radicale de gouvernement qui s'adresse à tous.

LVSL : Comment définiriez-vous l' "objet politique" Macron ? Certains auteurs parlent d'un populisme néolibéral, vous employez l'expression de "populisme élitaire". Sa victoire n'est-elle pas la manifestation d'une révolution passive, sur le mode du "tout changer pour que rien ne change" ?

► Emmanuel Macron, c'est l'homme qui part de 6% d'électeurs sociaux-libéraux et qui agglomère autour de lui un électorat composé des groupes sociaux les plus favorisés, et une France "optimiste" notamment ceux de l'ouest qui ressentent la situation comme meilleure qu'il y a trente ans. Il vise à adapter le pays au capitalisme californien et à une Ve République régénérée. Cela suppose de liquider le système partisan précédent pour imposer une armée de clones. Íñigo Errejón parle de populisme antipopuliste. C'est un populisme qui nie les clivages, les frontières entre les Français, qui utilise l'idéologie du rassemblement national. C'est une tentative de transformisme, un populisme des élites dans le sens où son projet va bénéficier aux groupes sociaux les plus favorisés qui essaient de reprendre le contrôle du pays. Lui, c'est le joueur de flûte qui raconte une histoire à laquelle sont supposés adhérer les Français.

LVSL : L'élection d'Emmanuel Macron en France, de Justin Trudeau au Canada, de Mauricio Macri en Argentine, ou encore l'émergence de Ciudadanos en Espagne, n'est-ce pas la preuve que le néolibéralisme est résilient, réussit à s'adapter à l'époque ?

► En 1981, on élisait en France un Président socialiste quand les Etats-Unis et le Royaume-Uni choisissaient Reagan et Thatcher. Il est vrai qu'il est surprenant qu'un Président libéral soit aujourd'hui élu dans un pays qui ne l'est pas. Il ne faut pas néanmoins oublier le carambolage électoral et le score élevé de Marine Le Pen qui questionne sur le fonctionnement démocratique, le candidat "anti-Le Pen" était élu d'avance. On ne construit pas un projet durable en faisant voter une nation sur un enjeu tel que "Pour ou contre les Le Pen". Mais je pense que le néolibéralisme est battu en brèche parce que ces évidences ne sont plus là : l'individualisme triomphant, il faut se faire de l'argent, le ruissellement, l'égalité des chances, etc. Je crois que beaucoup de gens n'y croient plus.

LVSL : Pour Emmanuel Todd, la dynamique serait à la renationalisation. Il prend Donald Trump et Theresa May comme les exemples d'un populisme conservateur, comme formes de reprise en charge de la question nationale. C'est comme si on assistait à une divergence dans le monde occidental.

► Il est vrai que la critique des excès du thatchérisme et du reaganisme est aussi venue de la droite en Grande Bretagne et aux Etats-Unis, alors qu'on l'attendait de la social-démocratie dans le monde occidental qui n'a pas cessé de s'aligner sur l'idée de l'expansion du marché. May est un peu inspirée par Philipp Blond. Il y a un paradoxe. Les droites radicales ont bénéficié de la colère des classes populaires, on le voit en Autriche avec le vote FPÖ ou avec la ligne Philippot en France, qui n'était d'ailleurs qu'une reprise de la ligne Martinez dans le FN de Jean-Marie Le Pen. Je pense que dans la population, l'idée qu'il faut privatiser les services publics ne prend plus. Mais il n'y a pas forcément d'appareils politiques capables d'incarner un projet alternatif qui succéderait au

néolibéralisme, il n'y a pour l'instant pas d'issue à cette crise. On est dans un état transitoire, dans un interrègne qui peut durer très longtemps.

LVSL : En octobre 2016, vous parliez d'une "Ve République entrée en crise finale". En Espagne, les gauches radicales évoquent régulièrement la "crise du régime de 1978". Vous reprenez cette expression à votre compte et parlez d'une "crise de régime de la Ve République". En quoi la Ve République traverse-t-elle une crise de régime ?

► Cette grille de lecture s'applique à la France mais aussi à l'Italie, assez bien à l'Autriche et à l'Union européenne plus généralement. Le régime de la Ve République a eu deux évolutions majeures : la décentralisation et l'intégration européenne. Le récit de l'intégration européenne a chuté en 2005, quant à la décentralisation on commence à s'apercevoir du fait que c'est une machine à accélérer les inégalités. Toutes les promesses de la Ve République, qui est au départ un régime modernisateur, où les élites techniques étaient censées être au dessus des clivages, de même que le Président, tout cela est aujourd'hui battu en brèche, les gens n'y croient plus. On observe une chute de la confiance dans les institutions, jusqu'aux maires d'ailleurs. C'est une vraie crise de régime : par exemple, au cours du dernier quinquennat, on a vu deux grands mouvements, la Manif pour Tous et le mouvement contre la Loi Travail, dont le leitmotiv était non seulement de contester la légitimité de la loi mais aussi la légitimité de ceux qui font la loi. C'est un fait nouveau. Il y a la défection de groupes sociaux qui étaient jusqu'alors porteurs de la Ve République. Les élections législatives ont montré un taux de participation minable. Il y a un pourcentage de votes blancs et nuls qui n'a jamais été aussi important.

Gaël Brustier, essayiste et politologue. ©Ulysse Guttmann-Faure pour LVSL



LVSL : Vous revenez dans votre livre sur les caractéristiques de la déclinaison française du mouvement des places, Nuit Debout. En Espagne, le mouvement des Indignés a eu un réel impact sur les trajectoires des militants et a fortement contribué au remodelage du sens commun de l'époque. Iñigo Errejón parle à ce propos de l'émergence d'un "discours contre-hégémonique" à même de bousculer les certitudes qui ordonnaient jusqu'alors la vie politique espagnole et le bipartisme pour laisser place à des grilles de lecture du type "ceux du haut" contre "ceux d'en bas". D'après vous, Nuit Debout et le mouvement contre la Loi Travail au printemps 2016 ont-ils eu ce type d'impact ? Si non, pourquoi ?

► Nuit Debout était d'une certaine manière la rébellion des diplômés des villes qui sont aujourd'hui déclassés. Quand on observe le vote pour Benoit Hamon à la primaire socialiste, on observe la même cartographie que Nuit Debout. Cela ne signifie pas que les gens de Nuit Debout ont voté Hamon, cela signifie que les préoccupations de cette sociologie là se sont retrouvées à un moment donné dans Nuit Debout, puis dans le vote Hamon. Il y a un mouvement des diplômés vers une radicalisation : ils ont dégagé Valls, ils ont voté Hamon et Mélenchon. C'est le même mouvement qu'en Espagne, qu'au Royaume-Uni avec Corbyn. Il y

a un vrai mouvement des classes moyennes éduquées qui subissent les conséquences matérielles de la crise et qui se voient privées de perspectives.

Des idées, des projets, des réseaux ont germé à Nuit Debout. Le mouvement aura des conséquences, mais pas les mêmes que les Indignés, ce n'est pas le même nombre de personnes, il y avait un poids plus important des autonomes. Il y a une question de fragmentation territoriale. Certains m'ont dit que la victoire serait acquise dès que les ouvriers investiraient la place de la République. Mais les usines de l'Oise n'ont pas débarqué en masse à Paris. C'était une illusion.

LVSL : La campagne présidentielle française a opposé, parmi les gauches, deux stratégies politiques bien distinctes. Celle de Benoît Hamon, supposée incarner une "gauche de gauche", et celle de Jean-Luc Mélenchon, se fixant pour objectif de "fédérer le peuple". Pouvez-vous expliciter ces différents stratégies qui sont aujourd'hui loin d'être tranchés au sein de la gauche française ?

► Le deuxième a eu une logique plus transversaliste. Au PS, l'idée de la transversalité était inenvisageable. Le mot "peuple" est déjà mal perçu. Jean-Luc Mélenchon s'est donné les moyens d'élargir sa base électorale, même s'il faut relativiser, car à la fin il a bien un électorat majoritairement de gauche. C'est la même chose pour Podemos. Cependant, la subversion du clivage gauche droite a un intérêt sur un plus long terme.

Benoît Hamon a quant à lui payé l'éclatement du noyau électoral socialiste. Il a été lâché et trahi de toutes parts et n'était dès lors plus crédible pour incarner le candidat de la gauche. Ses thématiques sont des thématiques d'avenir, de même que son électorat composé de jeunes diplômés. Mais il ne mordait plus du tout sur d'autres segments électoraux, puisque l'essentiel du noyau socialiste s'est tourné vers Macron. Par ailleurs, les choses sont allées trop vite. Pour gagner en crédibilité, Benoît Hamon a technocratisé sa proposition de revenu universel au point d'en dénaturer l'idée. Puisqu'il a un peu reculé, les gens se sont dits que ce n'était pas sérieux. Il est allé trop loin dans l'utopie pour laisser des technocrates déformer sa proposition, il aurait dû poursuivre dans sa ligne de la primaire.

LVSL : Benoît Hamon n'a-t-il pas été incapable d'incarner la figure présidentielle ? N'a-t-il pas payé son inadéquation à la Ve République ?

► Oui, je pense. Quand il se présente à l'élection présidentielle, il est candidat pour succéder aux rois capétiens ! On ne peut pas faire un projet participatif, horizontal, pour gouverner le pays. Quand il explique qu'il n'a pas la vérité infuse, qu'il consultera pour prendre une décision collégiale, cela passe mal. **Les gens ne votent pas pour quelqu'un qui veut diminuer son propre pouvoir.** C'est comme le Président normal, personne ne veut avoir son voisin comme président de la République ! Tant qu'on est dans le Vème il y a des figures imposées.

LVSL : De Podemos à la France Insoumise, la transversalité a fait du chemin. Au-delà de la construction de nouvelles lignes de fracture politiques et de l'éloignement vis-à-vis des codes des gauches

radicales traditionnelles, quelle stratégie adopter pour ces mouvements désormais installés dans leurs paysages politiques respectifs ? Iñigo Errejón, par exemple, insiste sur la nécessité pour les forces progressistes de proposer un ordre alternatif et d'incarner la normalité pour obtenir la confiance de "ceux qui ne sont pas encore là"...

► Cela suppose qu'une culture de gouvernement s'ancre dans les forces telles que la France Insoumise. Ce n'est pas gagné, car une grande partie de la technocratie de gauche est partie chez Macron. C'est plus rentable et c'est fait avec des bons sentiments du genre "parlons aux centristes", ce qui ne veut pas dire grand chose. Les propositions viennent après la vision du monde et la construction discursive du sujet politique, mais tout cela est bien arrimé si on a des propositions concrètes, crédibles, dont on peut imaginer la mise en œuvre par un personnel politique auquel on peut faire confiance. Je ne suis pas persuadé que les cadres de la France Insoumise inspirent aujourd'hui confiance à tous les Français.

LVSL : Cette recherche de la confiance en politique ne passe-t-elle pas par la conquête de bastions dans la société, à travers l'échelon municipal par exemple, à l'image du Parti socialiste avant la victoire de François Mitterrand en 1981 ?

► Les projets municipaux originaux aujourd'hui sont difficiles à mettre en œuvre, les budgets sont de plus en plus contraints. La France Insoumise a conquis la centralité à gauche, sa responsabilité est de tendre la main. D'autant que le Parti socialiste, à défaut d'avoir une idéologie et une stratégie, n'est pas dépourvu de ressources et dispose encore de réseaux d'élus locaux de gauche.

LVSL : Y a-t-il un espace pour la social-démocratie aujourd'hui en France ?

► Non, je ne pense pas, et c'est justement pour cela qu'il faut tendre la main. La radicalisation de la social-démocratie est la seule voie qu'il reste, sinon elle sombre comme le Pasok.

Crédit photo Une et entretien : Ulysse GUTTMANN-FAURE pour LVSL

Autre lecture :

► **Projet de réforme du lycée : vers un système éducatif à l'anglo-saxonne ?** - novembre 5, 2017 - **Rédaction**